

## SHORT NEWS

**Caritas-Sozialalmanach: Lob, Kritik, Ermahnung**

Anders als in den beiden vergangenen Jahren gibt sich der Sozialalmanach der Caritas 2009 nicht allzu regierungskritisch. Dies erklärt sich zum Teil daraus, dass nach den unsozialen Tripartite-Beschlüssen von 2006 nun, wie es sich für Vorwahlzeiten gehört, kleine Geschenke an die Bevölkerung verteilt werden. Allerdings hat die Regierung auch den strukturellen Ausbau gewisser sozialstaatlicher Leistungen in Angriff genommen, insbesondere im Bereich der Kinderbetreuung. Das freut die Caritas, nicht nur weil es ihren Forderungen entspricht, sondern auch, weil sie selber der größte Akteur in diesem Bereich ist. Als „durchwachsen“ bezeichnet der Koordinator des Almanachs Robert Urbé denn auch die Bilanz der gesamten vergangenen Legislaturperiode. Was die Krisenbekämpfung angeht, so gibt es zwar Lob für die kurzfristigen Maßnahmen, nicht aber für die längerfristig angelegten Vorschläge seitens Regierung und Parlament: „Nichts Neues wird uns dort aufgetischt, (...) Business as usual vorgeschlagen“. Und eine deutliche Ermahnung, nicht schon wieder nach neuen Nischen zu suchen, und es uns auf Kosten der Nachbarländer gut gehen zu lassen. Auch der Präsident der Caritas Erny Gillen haut in seinem Vorwort - ansonsten eine skurrile Mischung von wertkonservativen Ansichten und liberalem Vokabular - in die gleiche Kerbe. Augenzwinkernd schreibt er, es gelte, „die normalen Vertraulichkeitsregeln beim Bankgeschäft so zu regeln, dass der Verdacht auf paradiesische Zustände gar nicht erst aufkommen kann“.

**Plus de CO<sub>2</sub>, moins d'O**

« Le changement climatique et les conflits autour de l'eau », sera le sujet d'une conférence-débat vendredi 24 avril. Il s'agit de la première manifestation d'un cycle autour du sujet « environnement et injustice ». L'un des invités, Richard Taylor, est chercheur en géologie. Il étudie comment le changement climatique affecte les nappes phréatiques et par là l'agriculture et la sécurité alimentaire. L'autre, Pradip Saha, est directeur associé du « Center for Science and Environment » de New Delhi, qui a notamment été à l'origine de la controverse sur la présence de pesticides dans les boissons de Cola et Pepsi vendues sur le marché indien. La conférence-débat aura lieu le 24 avril à 18h au Bâtiment des Sciences au Limpertsberg et est organisée par l'Université, le cercle des ONGD, l'ASTM et Caritas. Une traduction simultanée de l'anglais vers le français est assurée. L'entrée est libre.

**Share my what ?**

Un bien curieux CD a trouvé son chemin dans les rédactions culturelles cette semaine - « Share My Music », une compilation de groupe et de musiciens luxembourgeois qui ont du moins deux choses en commun : primo, ils ne rechignent pas à mettre leur créativité au dépens d'un parti politique - en l'occurrence déi jonk Gréng, dont le logo orne le CD. Deuxio, ils ne semblent pas s'être bien informés sur ce que ça veut dire « Share My Music ». Car le sampleur est officiellement enregistré à la Sacem, mais comporte aussi la mention « Some Rights Reserved » - une formulation qu'on retrouve sur les publications sous licences Creative Commons. Une démarche qui ne fait pas grand sens, car c'est l'un ou l'autre. Interrogée par le woxx à ce sujet, Marion Muller, porte-parole des jonk Gréng argumente que le projet a bien été discuté avec la Sacem, même si environ un tiers des chansons ne possèdent pas de copyright. « Nous voulons juste attirer l'attention sur le fait que la diabolisation du filesharing ne fait pas de sens. Il peut profiter à des petits artistes à se faire connaître ». Ou à des partis à faire de la propagande.

## AKTUELL

16 MAI

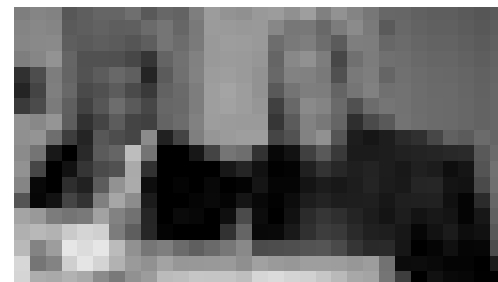
**Docteur Syndicat et Mister Politique**

David Wagner

**Robert Weber veut une manifestation syndicale du 16 mai non partisane. Mais le président du syndicat chrétien et candidat CSV peine à garder sa crédibilité.**

Il y a de ces matinées où l'on préférerait être sourd. « Nous sommes prêts à participer à la manifestation syndicale du 16 mai à condition qu'elle ne soit pas colorée de manière partisane », prévient sur son ton habituellement sentencieux Robert Weber, le président du syndicat chrétien LCGB. Que l'intéressé lui-même soit candidat aux élections législatives pour le CSV, tout comme son secrétaire général Marc Spautz, fils de Jean, et député sortant chrétien-social, ne semble pas le perturber. D'autant plus que Weber ne s'est pas gêné, en pleine conférence de presse, d'inviter les journalistes à lire le programme électoral de son parti, qui, selon lui, serait « très fortement marqué par la politique sociale ».

Espérons pour Weber qu'il ne s'agit pas uniquement d'un voeu pieux, car, comme il l'a rappelé lui-même, le premier ministre Jean-Claude Juncker (CSV) avait prévenu que la crise allait s'amplifier durant le second semestre de cette année. L'on verra donc à ce moment l'utilité d'un possible député Robert Weber. Car les points de discorde entre la politique menée par le CSV et son bras syndical ne manquent pas. Les déclarations du parti de Juncker à propos de l'abaissement des traitements de départ dans la fonction publique en sont un exemple flagrant. D'ailleurs, et d'après l'adage selon lequel l'attaque est la meilleure des défenses, Weber a préféré évoquer le sujet avant même qu'un journaliste ne lui pose la question. Et de se livrer à un véritable numéro de contorsionniste politique : la question des traitements de départ dans la fonction publique ne serait pas une nouvelle discussion, explique le candidat Weber. Mais pour le syndicaliste Weber, il est clair que le « LCGB s'oppose à ce que l'on s'en prenne aux acquis sociaux ». Finalement, après avoir fusionné ses deux rôles, Weber estime que ce sujet réserve encore beaucoup de « matière à discussion ».



Mais le tour de passe-passe ultime a été atteint lorsque Weber se débarrassa de cette patate chaude en l'envoyant dans le camp de la Confédération générale de la fonction publique (CGFP) : « La question des salaires est une question de négociations. Jusqu'à présent, la CGFP s'en est toujours bien sortie. Il faut lui faire confiance pour qu'elle s'en sorte bien à nouveau ». La CGFP devrait se méfier de tels compliments, car, après tout, le candidat Weber affirme avec force « soutenir le programme électoral du CSV ».

Et les élections, Weber semble y penser intensément, même lorsqu'il taille sa barbe. Et il y pense même plus qu'aux élections sociales de l'année passée. En effet, Weber redevient syndicaliste tout en restant candidat en annonçant que le LCGB allait lancer une campagne pour le rétablissement intégral de l'indexation des salaires, chose qu'il avait du mal à évoquer pendant les élections sociales - solidarité avec le CSV oblige. Mais en campagne électorale, Weber a bien compris que la realpolitik doit faire place aux promesses.

L'inverse sera-t-il vrai après l'échéance du 7 juin ? Weber aura en tout cas du pain sur la planche. Dès à présent, il se questionne sur l'avenir des caisses de maladie et de la sécurité sociale : « Qu'est-ce qui nous attend à l'automne ? Quels mécanismes d'épargne sont-ils prévus ? ». Si le syndicaliste Weber se désole de la baisse des cotisations sociales, le candidat et possible député devra donc ferrailler ferme avec son propre parti, à l'origine des baisses des cotisations patronales. C'est sur ce genre de questions que l'on verra si le député Weber fera place au Docteur Syndicat plutôt qu'au Mister Politique.

Zesummegevuues : François Biltgen, le président du CSV et Robert Weber, le président du LCGB.